



Dr. Olivier Buiresse

24 décembre 1991. Le dernier secrétaire général de l'URSS, Michael Gorbatchev, annonçait la dissolution et la fin de l'existence de l'URSS 69 ans — presque 70 — après sa création le 30 décembre 1922. Résultante de la politique de réformes qui fut rapidement hors de contrôle menée par lui depuis son arrivée au pouvoir en 1985, tout ceci devait entraîner dans un premier temps une vague de liberté dans l'ancien bloc de l'Est dont le moment le plus important fut la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et, par effet d'entraînement, le retour à la démocratie dans l'ensemble du bloc acquis après la Seconde Guerre mondiale et au début de la guerre froide. Ce fut ensuite l'Union soviétique elle-même qui devait implorer, perdant ainsi ses possessions occidentales que furent les Pays baltes, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie, sans parler de l'ensemble des possessions de l'Empire soviétique en Asie centrale.

Devait alors démarrer une profonde et pénible période de transition dans cette nouvelle Russie dirigée par son nouveau leader, Boris Eltsine, de 1990 au 31 décembre 1999. On a longtemps retenu cette période comme étant un véritable temps de décadence pour l'État succes-

La Russie de Vladimir Poutine à l'automne 2019

seur de l'adversaire de la guerre froide. Tout allait changer avec l'arrivée du dauphin désigné par Boris Eltsine lui-même, à savoir Vladimir Poutine qui devait redresser le pays en restaurant en premier lieu son armée puis sa politique étrangère pour enfin s'occuper de réformes plus profondes.

Vladimir Poutine, réformant, amendant, modifiant la constitution de la jeune Fédération de Russie, devait réussir à se maintenir sans discontinuer au pouvoir jusqu'à ce jour, frôlant ainsi les 20 ans de direction de ce qui est encore aujourd'hui, rappelons-le, le plus grand État du monde avec ses 17,1 millions de kilomètres carrés.

À l'automne 2019, alors que la contestation contre ce pouvoir fort qu'il a construit continue de se renforcer, Vladimir Poutine est à la recherche d'un second souffle ou d'un moyen de rebondir tant sur le plan de sa politique intérieure qu'extérieure. Il devait ainsi entamer un quatrième mandat présidentiel de six ans en 2018, le maintenant dès lors au pouvoir jusqu'en 2024. Il frôle donc le quart de siècle au pouvoir, le plaçant derrière Staline qui est resté à la tête de l'URSS durant un peu plus de 30 ans (1922-1953).

Penchons-nous sur le bilan de tant d'années de pouvoir. Après avoir sorti

la Russie de la crise provoquée par les deux guerres de Tchétchénie au début des années 2000, puis après avoir mené une politique de redressement économique en binôme avec son Premier ministre Dimitri Medvedev, il devait mener en parallèle une politique étrangère axée sur une restauration de la position de la Russie sur la scène internationale. Dès 2008, il mit un terme de manière inattendue aux vellétés d'adhésion à l'Union européenne (UE) et surtout à l'OTAN de la part de la Géorgie avec une intervention militaire qui devait être un succès. Par la suite, nous avons assisté au soutien de Moscou aux séparatistes russes lors de la Guerre du Donbass qui déstabilise l'Ukraine dans ses positions pro-occidentales depuis 2014, ceci renforcé par l'annexion unilatérale de la Crimée la même année. Par ailleurs, la Russie est sortie avec succès de son périmètre traditionnel en apportant son soutien militaire au régime syrien, lui permettant ainsi d'établir quelques bases maritimes en méditerranée et de satisfaire cette ancienne tendance géopolitique russe d'étendre son influence vers les mers chaudes. Enfin, Moscou devait être invitée en marge du dernier sommet du G7 de Biarritz en août 2019, ceci ouvrant peut-être une nouvelle ère vers une normalisation de ses relations

diplomatiques avec l'occident. Cependant, cette présentation positive a aussi des revers. La Russie reste un pays faiblement peuplé avec 146 millions d'habitants et surtout sa densité de population est très faible en raison de ses vastes étendues désertiques (8,7 habitants au kilomètre carré). Toutefois, le chaos global annoncé à la suite de la chute de l'URSS n'a pas eu lieu, et le redressement du pays est sans aucun doute à mettre à l'actif de la présidence de Vladimir Poutine.

Ce retour de la Russie en tant que puissance comporte malgré tout des défis, et pas des moindres, comme celui de la gestion d'une inévitable alternance politique dans une démocratie que beaucoup jugent comme illibérale, mais avec une opposition néanmoins montante.

La Russie de ce premier quart de siècle vers lequel nous nous dirigeons sera sans doute une des pièces maîtresses de la future stabilité mondiale. La poursuite des réformes sera nécessaire pour atteindre cet objectif tout en continuant sa reconstruction sans doute accompagnée d'une nécessaire libéralisation du pouvoir fort qu'a bâtie Vladimir Poutine qui, même s'il figure dans la tradition historique de la Russie, devra sans doute s'adapter tôt ou tard à la poursuite de la globalisation.

Menace de destitution pour Donald Trump

Le président des États-Unis est encore une fois plongé au cœur d'une polémique de grande ampleur. En effet, Donald Trump est accusé d'avoir eu recours aux services d'une nation étrangère, l'Ukraine, afin d'enquêter sur Joe Biden, favori dans la course à l'investiture démocrate, ainsi que sur son entourage. Les démocrates ont directement réagi et ont enclenché une procédure de destitution (impeachment) du président pour avoir « sollicité l'interférence d'un pays étranger dans l'élection américaine de 2020 ».

Pourquoi les démocrates demandent-ils la destitution de Donald Trump ?

À l'origine de l'affaire, il y a un lanceur d'alerte anonyme qui, l'été dernier, s'est inquiété d'une conversation téléphonique entre les présidents américain et ukrainien. Ce qui est reproché à Trump, c'est d'avoir fait pression sur Kiev, notamment en menaçant de suspendre une aide militaire cruciale pour le pays d'Europe centrale dans le but de pousser son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky à enquêter sur la famille Biden.

Cette enquête commanditée par la Maison-Blanche concernerait principalement le fils de Joe Biden, Hunter Biden, qui avait des responsabilités au sein d'une compagnie gazière ukrainienne (Burisma) alors même que son père était vice-président et responsable du dossier ukrainien.

Les démocrates reprochent donc au chef de l'État de vouloir perturber le bon fonctionnement des primaires démocrates et, à long terme, d'influer sur les prochaines élections présidentielles. Face à ces accusations, le président a joué la carte habituelle de l'agressivité envers des médias « corrompus » et a qualifié les Biden d'« escrocs ». « J'ai beaucoup de respect pour les lanceurs d'alertes, mais seulement quand ce sont des vrais », a ajouté le businessman, bottant en touche face aux accusations démocrates.

Néanmoins, les démocrates sont cette fois bel et bien déterminés à mener à terme la procédure de destitution.

Une procédure exceptionnelle : l'impeachment à l'américaine

L'impeachment est une procédure utilisée très rarement. Elle permet au pouvoir législatif de destituer un haut fonctionnaire, notamment un président. Aux États-Unis, la procédure n'a été utilisée que trois fois contre un locataire de la Maison-Blanche : contre Andrew Johnson en 1868, contre Richard Nixon en 1974 et contre Bill Clinton en 1998. Il faut noter que, hormis le cas particulier de Nixon qui a choisi de démissionner, aucune de ces procédures n'a abouti à la destitution du chef de l'État.



Malgré les faibles chances de réussite, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a annoncé le 24 septembre l'ouverture d'une enquête en vue d'une mise en accusation de Donald Trump.

La riposte démocrate

Les démocrates ont jugé que la procédure pouvait aboutir, d'autant plus qu'un deuxième lanceur d'alerte, membre des services de renseignements américains, a affirmé avoir de nouvelles preuves pour discréditer Donald Trump.

« Sur le papier, ça fait des mois qu'il y a suffisamment d'éléments pour lancer une mise en accusation. Elle n'avait pas démarré jusqu'à présent, parce que le leadership démocrate a considéré que c'était dangereux politiquement », observe Anne Deysine, spécialiste des questions politiques et juridiques aux États-Unis.

Désormais, l'opinion publique semble de plus en plus être en faveur d'une procédure de destitution de l'actuel président. En effet, les Américains s'inquiètent de la bonne santé démocratique de leur pays, à l'image de l'ancien directeur de la CIA John Brennan qui a déclaré récemment que « les principes démocratiques sur lesquels ce pays est fondé

(sont) en train de s'éroder », avant d'ajouter « que ce n'est plus une démocratie si un autocrate [...] l'a entre ses mains ».

Quels risques pour Donald Trump ?

Bien que les témoignages des lanceurs d'alertes s'accroissent, la procédure de destitution reste très incertaine. Elle devrait en effet buter sur la majorité républicaine au Sénat où aurait lieu son éventuel procès si la Chambre (à majorité démocrate) votait la mise en accusation du leader républicain. Une majorité de 67 élus sur 100 est requise pour le condamner, le Sénat comptant 53 membres appartenant au parti républicain. Or, il y a peu de chances que les républicains se retournent contre un chef d'État issu de leur parti.

La procédure d'impeachment a donc de faibles chances d'aboutir. En revanche, la médiatisation de cette affaire pourrait influencer l'opinion publique en vue des prochaines élections et nuire à Donald Trump. À l'inverse, le président peut également tirer profit de cette situation en accusant pêle-mêle les médias, les démocrates et les Biden d'être corrompus et de relayer des fake news.

La procédure d'impeachment engagée contre Trump a donc une finalité purement politique notamment dans la manière dont elle va influencer les futures élections.